

HABERMAS ET LES PROBLÈMES DE LA LÉGITIMATION DE L'ÉTAT MODERNE

Brigitte LAROCQUE

Publié dans *Aspects sociologiques*, vol 8, no 1-2, printemps 2001, pp. 16-22.

Parler de l'État moderne dans les termes de la crise est pratiquement devenu un lieu commun. Ce qui par ailleurs est moins courant c'est de trouver, à propos de cette notion, une analyse aussi forte que celle conduite par Habermas dans *Raison et légitimité*, dont les grandes lignes sont présentées dans cet article; sa typologie des sociétés et les modalités correspondantes de crises, et plus spécifiquement des crises touchant les sociétés du capitalisme avancé. Dans cet article est aussi entamée l'ébauche d'une discussion difficile sur les limites d'une théorie résolument *moderniste*, au regard de positions *postmodernistes*.

Pour le Québec de la Révolution tranquille, le développement d'un État interventionniste de type keynésien signifiait la prise en main du destin collectif de la société. Deux décennies et quelques années plus tard, l'entreprise de modernité suscite une lecture nettement moins enthousiaste. Les interventions étatiques n'apparaissent plus d'abord comme une solution mais bien souvent comme la source des problèmes. La théorie des crises de légitimation que développe Habermas dans *Raison et légitimité* permet-elle de comprendre ce retournement de l'opinion générale envers l'État? Propose-t-elle une explication pertinente et suffisante des critiques actuelles qu'essuie l'État-Providence? Avant de répondre à cette question, présentons brièvement les interprétations heuristiques des tendances à la crise inhérentes aux sociétés du capitalisme

avancé que développe Habermas et le contexte de publication de cet ouvrage.

Remise en cause de la légitimité de l'État.

Au tournant des années 1970, s'amorce la crise du système économique occidental qui modifie l'opinion publique à l'égard des interventions étatiques. C'est alors que la nécessité, pour comprendre les mutations en cours, d'analyser l'articulation entre le système économique, l'État-Providence et le mode de légitimation culturelle se fait très présente dans la littérature sociologique. À titre d'exemple, au Québec, le développement d'un État moderne s'est fait au nom même du progrès. Inévitablement, l'ébranlement de ce mythe se répercute aussi sur l'appréciation du rôle de l'État. La multiplication des politiques, des mesu-

res et des programmes mis en place pour la « modernisation du Québec » a rapidement fait de l'État-Providence une réalité omniprésente. L'envers de ces nouveaux services modernes et plus accessibles est alors souligné : on dénonce leur coût exorbitant, la centralisation, la dépersonnalisation et la dépendance des individus vis-à-vis de l'expertise étatique. Le système de redistribution de la richesse est estimé trop lourd et ses effets limités. Même si la demande de sécurité sociale et de protection continue de croître, la légitimité de l'État, comme garant de l'intérêt collectif, est remise en cause.

Dans le cadre de cette foisonnante littérature des crises, la théorie critique allemande s'attache plus particulièrement à la conceptualisation du rôle contradictoire de l'État au sein des sociétés du capitalisme avancé, soulevant un paradoxe entre le maintien de l'accumulation du capital et la légitimation de ce processus. Les transformations de nature des sociétés capitalistes et de leur mode de régulation que les sociologues dégagent concernent quatre domaines : la structure de l'État, le fonctionnement de la société civile, la participation à la société civile et la dimension identitaire qui en découle. Dans *Raison et légitimité*, Habermas reprend la description de ces analyses par le biais d'une analyse de l'intégration systémique, couplée d'une analyse de l'intégration sociale, afin d'étudier la structure et la crise des sociétés occidentales avancées. Il se demande si la contradiction fondamentale du capitalisme ne s'est pas transformée, rendant de ce fait obsolète la théorie marxiste des crises. La question centrale est donc de savoir si le capital que l'État investit dans la production entraîne une productivité et une redistribution de ce surcroît

de productivité aptes à lui assurer l'assentiment des masses et le maintien en marche du processus d'accumulation.

Typologie des sociétés et des crises.

En analysant les différents systèmes sociaux historiques, Habermas postule l'existence d'une corrélation entre les structures normatives des sociétés et leur mode de régulation respectif. Le principe d'organisation fondamentale de toute société détermine sa capacité d'apprentissage, c'est-à-dire sa flexibilité, son ouverture aux changements. Les limites qu'admet ainsi la société dépendent de ses valeurs culturelles et des exigences non normatives de l'intégration du système. C'est lorsque ces valeurs-limites sont dépassées que les perturbations critiques se développent. En somme, les crises sont engendrées par des problèmes de régulation, « qui ne peuvent être résolus à l'intérieur des marges de manœuvre que circonscrit le principe d'organisation de la société. Les principes d'organisation de ce genre déterminent, en premier lieu, le mécanisme d'apprentissage dont dépend le déploiement des forces productives. Ils définissent en deuxième lieu la marge de variation réservée aux systèmes d'interprétation qui assurent l'identité, et enfin ils posent les limites institutionnelles de la croissance possible de la capacité de régulation. » (Habermas 1978; 20) Les divers types de sociétés que présente la typologie de Habermas sont envisagés sous l'angle de la théorie des systèmes, mais « leur évolution ne suit pas seulement la logique de l'élargissement de l'autonomie du système (la puissance). L'évolution se déroule, au contraire, dans les limites d'une logique du monde vécu dont les structures sont déterminées par

l'intersubjectivité engendrée par le langage, et qui reposent sur des prétentions à la validité susceptibles d'être critiquées. » (Habermas 1978; 28).

[...] Habermas postule l'existence d'une corrélation entre les structures normatives des sociétés et leur mode de régulation respectif.

Les aspects pris en considération sont donc, en plus de ce principe d'organisation de chaque société, l'intégration du système et l'intégration sociale qui en découlent, de même que le type de crise qu'il induit. Trois propriétés universelles des systèmes sociaux sont également décrits. D'abord, le processus d'appropriation de l'environnement externe s'effectue par l'augmentation de la puissance du système et par une plus grande maîtrise de la nature au moyen de règles techniques, d'activités instrumentales. Le processus d'appropriation de la nature interne (la socialisation) s'effectue également selon un processus orienté de réflexivité croissante : du mythe à la religion, de la religion à la philosophie et à l'idéologie, l'exigence « d'une reconnaissance discursive des prétentions à la validité normative s'impose de plus en plus vigoureusement »¹. Finalement, ces deux dimensions se combinent sous la forme d'un processus d'apprentissage propre à chaque type de société. Au départ, l'apprentissage se réalise « dans des contextes d'action dans lesquels les prétentions théoriques et pratiques à la validité, élevées de façon implicite, sont supposées naïvement et sont acceptées (ou refusées) sans élucidation discursive. L'apprentissage réflexif, lui, s'effectue au moyen de débats discursifs dans lesquels nous thématisons des prétentions pratiques à la validité devenues problématiques... » (Habermas 1978; 29-30)

D'abord, retenons rapidement qu'au sein du premier modèle de société de la typologie habermasienne, la formation sociale primitive, le noyau central est le système de parenté qui fonctionne comme une institution totale. Le mode d'apprentissage est encadré dans la sphère d'activité instrumentale et s'effectue par une série ordonnée de quelques innovations sociales. Les crises sont de provenance extérieure, par exemple engendrées à la suite de contacts, par la guerre ou la conquête, avec d'autres ethnies.

L'État fiscal moderne devient une institution complémentaire au marché [...]

Le deuxième type de société est celui de la société traditionnelle. La domination de classe en constitue le principe organisateur. La production et la distribution de la richesse sociale y passent des formes d'organisation fondées sur la famille à la propriété des moyens de production. On y assiste également à la naissance d'un appareil de domination bureaucratique. Les différents sous-systèmes se distinguent graduellement et s'autonomisent. L'État y devient l'institution centrale avec fonction de puissance et de régulation. Si ce changement d'organisation de la société permet une plus grande autonomie du système, il entraîne également une potentialité accrue de conflits, « l'accroissement de la capacité de régulation se gagne au prix d'une structure de classes fondamentalement instable (...) qui menace à la longue l'intégration sociale » (Habermas 1978; 35). Les crises y sont donc de nature interne, elles surgissent des contradictions inhérentes au système capitaliste, aux intérêts divergents des classes. Les

problèmes de régulation de la société traditionnelle appellent une répression accrue et conduisent par le fait même à des déficits de légitimation, à des luttes de classes qui, de latentes, deviennent manifestes.

Le type suivant de société, la formation sociale du capitalisme libéral, se fonde sur le rapport du travail salarié et de l'accumulation du capital. La différenciation institutionnelle introduite dans la société traditionnelle s'y accentue. Alors que le système économique demeurait dépendant de la légitimation que lui fournissait le système socioculturel, il se détache désormais de ce dernier comme il se décroche également du système politique. L'État fiscal moderne y devient une institution complémentaire au marché, sa puissance légitime sert essentiellement au maintien du processus de production capitaliste que règle le marché. Les échanges marchands, devenus le moyen de régulation dominant, s'autonomisent et transforment la domination de classe en une forme politiquement anonyme. Ainsi, « la structure de classe déplacée dans le système de régulation économique a transformé la contradiction des intérêts des classes en une contradiction des impératifs du système » (Habermas 1978; 44). En même temps que le système économique assure l'intégration du système, il contribue à l'intégration sociale. Le résultat majeur de ces modifications tient dans une fragilisation du système social dans son ensemble, car « désormais des problèmes de régulation peuvent immédiatement devenir des menaces pour l'identité du système » (Habermas 1978; 40). La crise propre à ce modèle est donc une *crise du système*. Les crises économiques qui se succèdent alors, premier exemple de ce type de crise, « perdent leur caractère de

destin accessible à la critique (*Selbstreflexion*) et acquièrent l'objectivité d'événements naturels contingents et inexplicables » (Habermas 1978; 50).

Enfin Habermas se penche plus longuement sur le modèle des sociétés du capitalisme avancé. Plus radicalement, il se demande si, au-delà de la mise en péril de l'intégration sociale par des impératifs contradictoires du système, la logique même de la crise ne transformerait pas la nature même de la société, notamment le mode de fonctionnement de l'État qui est devenu profondément différent de ce qu'il était dans la modernité jusqu'à la fin du XIXe siècle. Il existe également d'autres indicateurs du passage vers ce dernier type de société. D'abord le système économique est marqué par l'élargissement des structures oligopolistiques, transformation signifiant la fin du modèle de la concurrence. Le capitalisme libéral se renverse aussi, non pas tant parce que l'extension de rapports marchands dans les domaines de la vie s'arrête, mais parce que l'État complète maintenant et corrige, du moins partiellement, les mécanismes du marché. Par exemple, le système administratif, par ses politiques fiscales, ses subventions, intervient dans le processus même de la production. Il améliore les conditions d'exploitation du capital, les infrastructures matérielles et surtout, de façon plus décisive, il amortit les conséquences sociales et matérielles découlant du fonctionnement du marché.

Les finalités contradictoires que poursuit l'État le place dans une position délicate : la redéfinition de sa fonction le rend responsable des déficiences du processus économique, alors que son action effective y demeure limitée; en même temps, les décisions rationnelles contrai-

gnantes qu'il devrait prendre pour sa défense entrent en conflit avec sa fonction redistributive. La crise politique présente ainsi un double aspect. Elle est à la fois une crise de rationalité, parce que « l'appareil d'État, dans des conditions marginales d'application données, ne peut assurer des tâches positives de régulation suffisantes pour le système économique », et une crise de légitimité parce que ses moyens « ne peuvent maintenir ou créer en quantité suffisante des structures normatives capables de fournir une légitimation » (Habermas 1978; 72). La contradiction fondamentale de la société n'est plus dans le système économique mais, à nouveau, dans le système administratif puisque c'est le domaine institutionnel qui a dorénavant le primat fonctionnel. De ce fait, les tendances à la crise du capitalisme avancé le font inévitablement osciller entre un déficit de rationalité et un déficit de légitimation.

En somme, puisque l'État ne se contente plus de garantir les conditions générales de valorisation du capital, puisque ses interventions ne cessent de s'étendre dans nombre de secteurs de la vie, les exigences de légitimation s'accroissent également. Or, selon Habermas, le développement du capitalisme a épuisé les réserves de sens de la tradition. Autre difficulté, le système idéologique bourgeois des valeurs universalistes a favorisé la participation politique des citoyens. Cet investissement tend alors à dévoiler les contradictions de la société inhérentes au rôle de l'État. Pour se soustraire à cette attaque potentielle, le système administratif doit se dégager suffisamment de la formation de la volonté légitimant. Le *privatisme civique*, sorte de repli dans la sphère privée, devient donc nécessaire, pour des raisons

structurelles, à l'existence du système. On peut également ajouter que la structure de conscience que constitue la nation, qui permettait jusque-là une grande mobilisation sociale, devient un obstacle. Ainsi, alors que les empires n'avaient besoin pour survivre que d'être ancrés dans la conscience d'une élite, les démocraties politiques comptaient sur la conscience nationale, transcendant les classes, pour s'assurer de leur reproduction. Dans le capitalisme avancé, la référence à ce type d'intégration est maintenant contradictoire au système. Conséquemment, c'est plutôt l'épanouissement de soi, la préservation de son authenticité qui doivent mobiliser les énergies.

La création d'une multitude de classifications artificielles et arbitraires, des « quasi-groupes » pour reprendre les termes de Habermas, ou des groupes naturels ayant un faible degré d'organisation, ébranle aussi la structure des classes sociales. Par cette fragmentation de la société civile, l'identité sociale des classes se dissout et la conscience de classe s'en trouve morcelée. La structure de classes dans le capitalisme avancé prend à nouveau une forme politique, qui n'est plus celle de la lutte des classes mais plutôt celle d'un compromis de classes. La domination de classe ne peut plus, comme au sein du capitalisme libéral, s'effectuer sous la forme anonyme de la loi de la valeur. La part d'inconscient, lié au fétichisme de la marchandise, resurgit néanmoins « sous une forme secondaire et dérivée au niveau du système politique : l'État doit maintenir une part d'inconscient afin que ses fonctions de planification ne lui imposent pas des responsabilités qu'il ne pourrait accepter sans vider ses caisses » (Habermas 1978; 99). Le compromis de classes s'exprime par exemple dans la détermination quasi-

politique des salaires (établis par négociation). La production et l'appropriation de la plus-value, au lieu de dépendre uniquement du mécanisme de marché, sont désormais limitées et modifiées par des rapports de force politiques.

[...] les tendances à la crise du capitalisme avancé le font inévitablement osciller entre un déficit de rationalité et un déficit de légitimation.

Si le pouvoir se transforme, il a toujours besoin d'être justifié. Toute domination s'accompagne nécessairement d'une forme de légitimité, légitimité qui n'est en fait qu'une croyance partagée et le garant de la reconnaissance d'un pouvoir par ceux qui y sont assujettis. Dans toute société de classes, le partage inégal de la plus-value est légitimé par la violence structurelle. Dans le capitalisme avancé, le problème de légitimation se radicalise.

Classification et théorèmes explicatifs des crises.

L'État, dans le cadre du capitalisme avancé, ne cesse d'étendre son rayon d'action mais il perd en même temps en efficacité et en légitimité. Le système est donc parcouru de crises endémiques que Habermas distingue selon leur lieu de naissance et leurs implications sur l'ensemble du système. Quatre types tendanciels possibles de crise peuvent entraîner l'explosion du système politique par la perte de sa légitimation : la crise économique, la crise de rationalité, la crise de légitimation et la crise de motivation.

Quatre types tendanciels possibles de crise peuvent entraîner l'explosion du système politique par la perte de sa légitimité [...]

1. La crise économique dans le capitalisme avancé est une crise du système, qui affecte son intégration. La naissance dans le système économique d'une crise entraîne évidemment une crise économique du système, mais elle s'imbrique dans les autres sous-systèmes en étendant son champ d'action. Elle est liée à l'intervention étatique dans le processus de production et, de ce fait, entraîne également la soumission des actions de l'État à sa propre logique, telle que celle-ci s'exprime dans la loi de la baisse tendancielle des taux de profit. Deux explications ont déjà été proposées, qui permettent d'analyser ce type de crise. Pour la position orthodoxe, l'État représente « un organe aveugle de l'accumulation du capital » (Habermas 1978; 70). Pour les révisionnistes, les tenants de la théorie du capitalisme monopoliste d'État, l'État fait au contraire consciemment de l'accumulation du capital l'objet d'une planification administrative. Habermas soulève des objections envers ces deux positions. La première ne tient pas compte de la transformation de la production de la plus-value, du changement du principe d'organisation de la société, de l'instauration d'un compromis de classes et du besoin croissant de légitimation du système politique entrant en concurrence avec certaines exigences de l'exploitation du capital. La seconde, elle, ne reconnaît pas les limites de la planification administrative.

2. Tel que mentionné précédemment, les tendances politiques à la crise peuvent mener à une crise de rationalité ou à une crise de légitimité. La crise de rationalité est liée à l'existence d'une lacune dans

les décisions administratives. Elle éclate lorsque « le système administratif ne parvient pas à rendre compatibles les impératifs de régulation qu'il reçoit du système économique et à satisfaire ses impératifs » (Habermas 1978; 70). Les théorèmes explicatifs du déficit de rationalité reposent « sur l'idée que la socialisation croissante d'une production qui est comme avant orientée vers des buts privés comporte des exigences auxquelles l'appareil d'État ne peut satisfaire parce qu'elles sont paradoxales » (Habermas 1978; 91). On peut résumer ces théorèmes en deux propositions générales d'explications. D'abord, il semble que la contradiction fondamentale du capitalisme quitte le système économique pour le système administratif. L'État doit ainsi veiller aux intérêts individuels des capitalistes et à l'intérêt capitaliste général à la longue en contradiction. Seconde explication, la destruction de la rationalité tient de la nécessité intrinsèque, pour assurer la régulation des comportements, de développer des éléments contraires (non plus rationnels par rapport au marché mais politiques par exemple), au système et qui le minent.

3. La crise politique prend la forme d'une crise de légitimation lorsque le système politique « ne parvient pas à maintenir, en satisfaisant aux impératifs de régulation qu'il a reçus du système économique, la loyauté des masses au niveau nécessaire » (Habermas 1978; 70). Elle réside dans la contradiction entre la multiplication des demandes liées à la multiplication des groupes et la limite budgétaire imposée à la puissance normative de l'État. Le *Welfare State* voit sa légitimité attaquée « dès que les prétentions à des dédommagements conformes au système augmentent plus vite que la masse de valeurs disponibles, ou quand

apparaissent des attentes qui ne peuvent être satisfaites par des dédommagements conformes au système » (Habermas 1978; 105). La violence structurelle s'exprimera alors par une orientation de la demande publique et son détournement de certains thèmes.²

La principale conséquence d'un déficit de légitimation, le système politique puisant au sein du système socioculturel en y grugeant inexorablement les ressources de sens et en y répandant sa logique d'organisation, tient dans l'épuisement des ressources de sens. Par cette appropriation critique, les traditions, les valeurs, les contenus symboliques perdent de leur spontanéité. Leur caractère contingent s'en trouve ainsi dévoilé. On comprend pourquoi la crise de légitimation est une crise d'identité qui, de plus, se pose en période de raréfaction des ressources de sens dont dépendent les motivations offertes par le système socioculturel.

4. L'intégration sociale de la société dépend des motivations que le système socioculturel fournit au système politique. Un changement dans les structures normatives, changement interne au système socioculturel, entraîne une inadéquation entre ces motivations et les attentes de l'appareil d'État. Les explications de la crise de motivation que propose Habermas reposent sur deux hypothèses, en premier lieu celle déjà explicitée du processus irréversible d'érosion des traditions³, puis celle de la création d'éléments inappropriés à la reproduction des exigences même du capitalisme avancé (le privatisme civique, le repli dans la sphère privée). Les éléments dominants de la modernité que constituent le scientisme, l'art moderne et la morale universaliste ont aussi des implications

politiques critiques. Ainsi, l'idéologie de la science peut entraîner la critique des contenus symboliques des traditions dont a besoin le système politique, ou bien tendre vers « un nouvel ésotérisme de la compétence et de l'expertise » (Habermas 1978; 119). L'art moderne a des conséquences tout aussi ambiguës, qui peuvent fonctionner comme une critique de la société ou comme son apologie. C'est dans la morale universaliste que l'implication politique est la plus claire. Selon Habermas, la complexité croissante du système, liée aux problèmes de régulation, « exigent que la transformation des normes sociales aille plus vite que le rythme propre à la tradition culturelle spontanée » (Habermas 1978; 122). Avec le *droit formel bourgeois*, les normes du droit se séparent des normes morales devenues l'unique apanage de la vie privée. Les normes positives du droit se doivent d'être produites et justifiées par des principes. C'est pourquoi Habermas en appelle au passage, rationnellement motivé, *du droit formel bourgeois à la morale universelle politique*.

Pour Habermas, la sortie de crise doit prendre la forme non pas d'une autonomisation du système administratif vis-à-vis du reste de la société, comme le soutient Luhmann, mais celle d'une planification communicationnelle reposant sur « un concept de rationalité pratique qu'on tire du paradigme des discussions lors de la formation de la volonté (et qu'on peut développer sous la forme d'une théorie de la vérité comme consensus) » (Habermas 1978; 198-199). Ce projet de fonder l'intégration sociale sur la raison communicationnelle sera développée dans *Théorie de l'agir communicationnel*.

Limites de la théorie de Habermas.

Pour Habermas, la modernisation se traduit par l'autonomisation des trois sphères du monde vécu que sont le savoir, l'action et l'art, chacune de ces sphères se déployant selon une logique propre³. La rationalisation signifie donc la spécification de l'économie capitaliste et de l'État moderne, de la science et de la technique, de l'art et de l'éthique. La science tend à se soumettre à la technique et à l'efficacité, l'art moderne vise l'expression singulière de l'authenticité et l'éthique se dissout dans la légalité au détriment de toute notion d'équité. Dans *Raison et légitimité*, Habermas s'attaque plus précisément à la question des transformations du rôle de l'État dans ses rapports avec l'économie capitaliste. On peut proposer quelques objections à cette lecture. D'abord, si Habermas reconnaît les transformations structurelles de l'État, il sous-estime la profondeur de la rupture moderne. Précisons un peu cette transformation de la nature du pouvoir et de sa légitimation dans le passage de la société traditionnelle à la société moderne. Au sein de la société traditionnelle, les droits et les obligations des individus découlent pour ainsi dire directement de l'ordre établi du monde. Ils sont l'expression des privilèges comme des devoirs que procurent les diverses appartenances traditionnelles. Dans ce modèle de société, « la capacité législative n'appartient pas en tant que telle à la discrétion du pouvoir traditionnel; ce dernier "représente" (plutôt) la loi » (Gagné 1992; 720). La légitimité du pouvoir, parce qu'il émane de la volonté divine, repose sur la préservation de l'ordre établi.

Strayer (1979) a démontré comment au cours du XIII^e siècle, le loyalisme s'est déplacé de la famille et de la communauté vers le seigneur puis vers le

roi, parce qu'ils seront dès lors considérés comme aptes à faire régner la paix et à assurer la justice. Par la suite, l'avène-

Pour Habermas, la sortie de la crise doit prendre la forme [...] d'une planification communicationnelle [...]

ment de l'absolutisme royal bouleversera la nature même du pouvoir. La monopolisation du rôle d'interprétation des traditions, de l'idée de justice légitime entraîne une nouvelle définition du pouvoir comme capacité de légiférer, non plus comme l'application d'un principe donné mais comme création de lois. En somme, le statut idéologique accordé à la législation se transforme : « De simple expression/élucidation des obligations constitutives des ordres traditionnels de la société, elle devient reconnaissance de nouveaux rapports sociaux, la capacité de dire la norme du rapport social devenant ainsi la capacité de créer des droits et des devoirs. » (Gagné 1992; 721)

Comment va se justifier cette nouvelle prétention politique à faire la loi? Le mouvement progressif de la nécessité et de la tradition caractéristique de la modernité débouche sur l'impératif d'un consensus explicite autour d'une idée de justice, le développement de discours idéologiques réflexifs. L'exercice du pouvoir reposera sur la promulgation de la Raison comme référence transcendante universelle. Au-delà des différences entre les individus, de leurs appartenances traditionnelles, tous les citoyens sont doués de raison. Le rapport de domination ne sera donc légitime qu'en tant qu'il garantit l'égalité individuelle.

Ensuite, l'analyse de Habermas est essentiellement pensée dans le cadre

d'un État national territorialisé et de ses relations avec les autres sous-systèmes de la théorie des systèmes de Parsons. Cette perspective est difficilement justifiable face à la mondialisation des marchés et à l'unification économique devenues incontournables.

Enfin, on ne peut plus définir l'État comme une institution qui complète ou corrige le marché. Il s'y soumet plutôt, comme tend à le démontrer la subordination du pouvoir politique aux décisions financières. L'État ne constitue plus l'institution centrale de la société aux prises avec une importante crise de légitimité, que décrit Habermas. Il se pourrait bien que de nombreux bouleversements sociaux dans le rôle rempli par l'État et ailleurs nous rapprochent en fait de la société postmoderne que Habermas inscrit dans sa typologie mais qu'il ne décrit pas, peut-être parce qu'elle tient plus, au moment de la parution de *Raison et légitimité*, de l'utopie. Les années écoulées nous permettent toutefois de voir que, si la transition sociétale à la postmodernité n'est pas révolutionnaire comme la rupture moderne, elle bouleverse la logique qui préside à l'application du Droit (Gagné, 1992). Au lieu d'être déduite de principes universels, la justice ou le droit, compris comme son application, monte de la réalité empirique, comme la confirmation ou la reconnaissance des particularismes des diverses catégories sociales. Le droit devient un système inductif des droits sociaux. La diffusion dans la *praxis* de la légitimité, loin d'être une parfaite intégration de normes supérieures, consiste en la liquidation de toute normativité. Elle rompt ainsi la question de la légitimité du pouvoir politique.

BIBLIOGRAPHIE

GAGNÉ, Gilles, « Les transformations du droit dans la problématique de la transition à la postmodernité », *Les Cahiers de Droit*, vol. 33, 1992, n. 3, pp. 701-733.

HABERMAS, Jürgen, *Raison et légitimité*, Paris, Payot, 1978.

STRAYER, Joseph R, *Les origines médiévales de l'État moderne*, Paris, Payot, 1979.

1 Il faut, par exemple, faire prendre conscience aux gens de la sur-utilisation des ressources de santé, des coûts trop élevés pour rendre des coupures acceptables et les protestations illégitimes.

2 La rationalisation des structures normatives passe par l'expansion du secteur des services soumettant les interactions sociales à la forme-marchandise, par la judiciarisation des relations sociales et politiques jadis réglées de manière informelle, par la commercialisation de la culture et encore par la « scientification et la psychologisation des processus d'éducation ».

3 Néanmoins, la thèse de la colonisation du monde vécu que développera Habermas ultérieurement traite des rapports que chacune des sphères entretient avec le système. Elle permet de comprendre l'emprise croissante de la rationalité instrumentale sur l'ensemble de la vie sociale.